

7 Jours Filpac Cgt

Directeur de publication : Marc Peyrade - Rédaction : Jean Gersin - n° 3 - 7 septembre 2015

Migrants, immigrés, réfugiés...

Couper les barbelés, abattre les murs, ouvrir les frontières !

Le mouvement syndical et la Cgt doivent manifester leur solidarité à l'égard de cette partie de l'humanité qui ne serait pas du bon côté des frontières. A l'inverse des capitaux qui gambadent librement d'un bout à l'autre de la Planète, dans des zones nommées « paradis fiscaux », cette humanité-là devrait aller en enfer, être soumise à l'autorité des polices de l'immigration, parce qu'elle subit la guerre et la misère ?

Ce que préconisent les Zémour, Le Pen, Sarkozy, Dupont-Aignan, la dictature hongroise ou la majorité des gouvernements de l'Union européenne ? Parquer les migrants dans des camps, derrière les barbelés, les murs, les chiens policiers. Vieille tradition de l'extrême droite et de la droite, les camps. Expulser, rejeter, refouler, c'est leur identité.

L'Union européenne ? Hollande, lors de sa conférence de presse, estimait à 24 000 les bons sentiments de l'Union. Pas un de plus. 24 000 réfugiés, dument triés et sélectionnés - tel est le quota de Bruxelles. Ils auraient le privilège, dans les deux ans, d'entrer dans l'espace national. Un droit d'asile, ça ? Cette ruse de guerre revient à une reddition devant le national-lepénisme.

Cette même Union européenne, si unie pour défendre les banquiers contre le peuple grec, faisant bloc autour du FMI et de la BCE, la voilà si tendre à l'égard du dictateur Orban, fasciste hongrois, si mobilisée contre les immigrés. Une Union européenne de fils de fer barbelé, de murs anti-réfugiés, de frontières militarisées, construit des autoroutes à l'extrême droite.

Seule l'humanité a intérêt à la libre circulation des siens. Ouvrons les frontières à nos sœurs et à nos frères.

Accueillir ? Mais le chômage...

Hollande, contre le chômage ? Comme l'Union européenne, il veut détruire le Code du travail et le droit social au nom de ce dogme libéral : « *Le chômage monte parce que la concurrence entre travailleurs n'est pas assez libre. Il convient de casser tout ce qui entrave le marché libre, le Code du travail en fait partie.* » Le chef de l'exécutif tant parisien que bruxellois veut libéraliser le marché de toute pression syndicale et de toute loi contraignante.

Dès le 9 septembre, l'agent très spécial Combrexelle va fournir à Valls un rapport contre le droit du travail et les conventions collectives. Il ne s'agit ni de « réformer » ni de « simplifier » mais de condamner le droit social, désigné comme fauteur de chômage. Pendant le temps où les flux migratoires sont présentés comme un fléau, nos libéraux au pouvoir vont achever la sale besogne de Macron et Rebsamen.

Les chômeurs vont ainsi être désignés comme responsables de leur chômage, comme les réfugiés sont montrés comme coupables de l'être. Tel va être l'enjeu de la Conférence sociale des 19 et 20 octobre : faire accepter aux syndicats le démantèlement du droit social, remplacé par la loi Macron qui contourne le Code du travail et la loi Rebsamen qui comprime et réduit la représentation syndicale.

Le combat est essentiel contre la politique d'austérité à l'intérieur de l'Union européenne, de guerre et de refoulement des migrants à l'extérieur de l'espace du marché européen. Ce combat-là rappelle le mouvement syndical à ses obligations. Contre l'austérité, solidarité avec les réfugiés et les immigrés, voilà l'identité de la Cgt.